L'ABEILLE.

IMPRIMÉE ET DÉLIVRÉE TOUS LES SOIRS, PAR JEROME BAYON, IMPRIMEUR DEL'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Ainsi que l'UNION soit conservée."

VENDREDI MATIN, 23 JUIN 1833.

Jour de publication :
MERCREDI, MIERCREDI & VENDREDI.

POUR GOUVERNEUR :

J. B. DAWSON.

☞ L'exécution d'un établissement tel que le nôtre nécessite de grandes dépenses, et ce n'est que par l'exactitude des abonnés aux avis, à payer leurs comptes, que nous pouvons être à même de faire face à nos engagements. C'est avec peine que nous nous voyons forcés de prévenir tous ceux qui doivent à l'imprimerie, et auxquels leurs comptes ont été fréquemment présentés, d'avoir à payer sans délai pour éviter des poursuites.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 22 juin.

Enterremens en cette ville :

20 juin	13 *Catholiques.*	5 *Protestants.*
21 "	13	

Le *ticket* suivant sera soutenu à la prochaine élection des Directeurs de la Banque des Citoyens de la Louisiane :

Pour la paroisse d'Orléans.

P. J. Tricou,	A. Ducros.
Dumas de la Croix,	C. Lesseps.
M. Lizardi,	T. Nicolet.
A. O'Dubigg,	J. B. Leprêtre.
J. Chastant,	

Pour le Premier District.

L. G. Hiligsberg,	Alcée Labranche.

Pour le Second District.

S. Hinsat,	V. Allain, senior.

Pour le Troisième District.

Goisneau,	J. Eyssalenne.

Nous avons reçu une communication signée *Hermodius*, concernant l'édifice que l'on construit sur la levée, entre les rues Dumaine et St.-Philippe. Nous sommes fâchés d'être obligés d'en remettre la publication à notre prochain numéro, en raison de la quantité de nouvelles politiques qui nous sont parvenues hier.

La goëlette *Dorchester*, capitaine Salvi, venue de Vera-Cruz, nous a apporté des nouvelles de cette ville, par les journaux, du 11 du courant, et par des lettres particulières, du 14. Ces nouvelles sont d'une nature déplorable, car il paraît que, contrairement à notre attente, le patriotisme du général Santa-Anna et ses bonnes dispositions ont été insuffisants pour rallier tous les partis et mettre fin à l'esprit du brigandage, de désorganisation et d'assassinat qui anime les partisans de Bustamante. En un mot, une nouvelle *révolution* a éclaté à Valladolid et dans les environs de la capitale. Ces exécrables désorganisateurs ont pris motif des améliorations commencées ou projetées par le gouvernement général, et un certain Escalada, le même lâche qui trahit Mocte zuma à l'action de Gallinero, s'est prononcé à Morelia, le 26 mai, avec deux ou trois cents hommes, "pour soutenir à tout hasard, la sainte religion de Jésus-Christ, les statuts et les privilèges du clergé et de l'armée, menacés par les autorités intruses." Tels sont les termes dont ce digne et tolérant républicain se sert dans son manifeste! Puis, à côté de ce détestable élan de fanatisme, revient la peur, sentiment bien naturel à l'esclave servile de la moindre; et l'article 2 " proclame pour protecteur de cette cause, et pour chef suprême de la nation, l'illustre vainqueur des Espagnols, le général Antonio Lopez de Santa-Anna!" L'article 3 annule les actes des gouverneurs (qualifiés d'intrus), Amezaga et Salgado, aussi bien que les dernières élections faites dans l'état de Michoacan; et l'article 4 dit que l'état sera gouverné par un chef politique nommé par une partie des citoyens honorables du chef-lieu, jusqu'à ce que la majorité de la nation ait désigné les bases sur lesquelles devra s'opérer la régénération politique de la république. Enfin l'article 5 et dernier dit que nul ne sera molesté pour les opinions politiques qu'il a professées, et que les propriétés seront respectées.—

Cette déclaration n'a d'abord excité aucune crainte, et le président s'est borné à publier une proclamation qu'il a cru devoir suffire pour faire rentrer dans l'ordre ces écervelés fanatiques. La lâcheté qui perce dans le manifeste d'Escalada prouve évidemment que son but n'était autre que de tenter d'opérer une division dans le peuple; et la sécurité qu'a conservée Santa-Anna est une erreur grave dont les conséquences, quoiqu'on en dise, ne peuvent pas encore être prévues.

Après ce premier acte, on a su à Vera-Cruz que les *pronunciados* (comme on les désigne) s'étaient fortifiés dans la prison de Morelia (ou Valladolid) capitale du Michoacan. Aussitôt M. Tornel, commandant général de cet état, a réuni les milices de Zinapécuaro pour marcher contre eux. La législature de Mexico a mis à la disposition de l'état menacé tous les moyens qu'il aurait en son pouvoir; le lieutenant-colonel Solorzano s'est mis en mouvement de l'état de Mexico à la tête de 300 hommes de milice civique; le général Cortazar est parti de Guanajuato avec d'autres forces; et M. Cuesta devait sortir de Guadalajara avec 1000 et se porter pareillement sur Morelia s'il devenait nécessaire. Ces mesures, qui prouvent qu'à l'indifférence générale a succédé bientôt un autre sentiment, ont placé les rebelles dans une situation critique, en leur ôtant en apparence tout espoir de succès.

Mais au moment où l'on y pensait le moins, et contrairement à l'attente générale, cet odieux manifeste de fanatisme digne des esclaves du pape, a été secondé et appuyé sur différents points aux environs de la capitale. A Tlalpam un général Gabriel Duran, à Chalco une poignée d'autres perturbateurs incendiaires se sont pareillement prononcés *pour la sainte religion du Christ, les statuts et les privilèges du clergé.* Par suite, le président, à la tête d'un corps de troupes, est parti pour Tlalpam; il y est arrivé le 2 juin, quelques heures après que les rebelles, au nombre d'environ 300 hommes de cavalerie, commandés par Duran, étaient partis pour Cuernavaca. Ceux de Chalco ont pareillement pris la fuite.

Le 10 juin, on a appris à Vera-Cruz que le général Cortazar, parvenu à Morelia, avait sommé Escalada de se rendre, et que celui-ci avait témoigné le désir d'entrer en pourparlers, sous certaines conditions. C'est en effet la seule ressource qui lui reste, car il aura bientôt à la fois autour de lui, outre la division du général Cortazar, celle du général Valencia, et celle de Torrens, formée à Maravatio des milices civiques de Michoacan et des troupes qui étaient restées à Zamora.

L'effervescence que les calomnies des perturbateurs avaient réussi à provoquer à Léon, a été apaisée par la présence du commandant-général de Guanajuato. Le général Victoria (ancien président) parle, dans ses rapports, de fanatisme qui règne parmi les troupes de sa division; des levées considérables ont été faites à Puebla; le territoire de Tlascala a armé spontanément ses milices; et le traître Duran, voyant ses espérances frustrées, et ayant été à même de la rapidité des mouvements du président, s'est empressé d'abandonner Cuernavaca. Il y a encore eu un mouvement le 3, au point du jour, mais pour s'enfuir aussitôt du côté du sud. Du reste, les états de Chiapas, de Chihuahua, de Durango, d'Oajaca, de Puebla, de Querétaro, de Sonora, de San-Luis, de Tobasco, de Zacatecas, et les territoires de Colima et de Tlascala jouissent de la plus parfaite tranquillité et prennent de prompts mesures pour empêcher que les mêmes hommes ne provoquent dans leur sein des désordres semblables à ceux de Morelia et de Tlalpam.

Là s'arrêtent les nouvelles fournies par le dernier numéro du *Mensagero Federal* de Vera-Cruz (du 11 juin), mais un supplément de ce journal de la même date, nous apprend que toute la division de Santa-Anna, séduite par le général Arista, s'était révoltée et s'est portée sur Puebla, mais qu'elle a été contenue par la bonne contenance de cette ville. Cette division s'est dirigée ensuite sur Juchi et y a arboré le drapeau de la révolte; le président, pris à Pinaproviste dans cette ville, a été fait prisonnier par Arista, conduit à Yautepec, et jeté dans une prison. Ces détails seraient désolants, si nous n'avions la satisfaction d'apprendre, par l'extrait suivant d'une lettre de l'authenticité de laquelle nous nous portons garants, que dans cette circonstance encore l'étoile heureuse du fils de Hidrénique, Vera-Cruz ne l'a point abandonné, et qu'il a réussi à s'évader des mains du traître Arista. Voici ce qu'on écrit de Vera-Cruz à la date du 14 juin :

"Les affaires sont fort paralysées, par suite des mouvements révolutionnaires qui ont eu lieu dernièrement à Valladolid (Michoacan) et aux environs de Mexico, dans le prétendu but de faire respecter le clergé et les statuts. Le président, que les rebelles avaient fait prisonnier, leur a échappé et est parvenu à Puebla. Nous espérons que la paix ne tardera pas à être rétablie, car toutes les hostilités étant restreintes à bien peu, les pronunciados sont fort isolés, et il est plus que probable que leur chef suprême sera obligé de se rendre à discrétion."

Ainsi, nous espérons pouvoir annoncer que les pronunciados ont été complètement battus, et que l'ordre va être rétabli dans toute l'étendue de la république.

NOUVELLES D'EUROPE.

Les journaux reçus par la malle d'hier nous donnent des nouvelles de Liverpool du 16 mai et de Londres du 15, apportées par le paquebot *North-Antérica*, capitaine Macy.

On écrit de Londres le 15 mai, que M. Buxton devait, le même jour proposer un amendement au bill des ministres pour l'émancipation des esclaves, tendant à demander l'abolition immédiate. Cet amendement devait être soutenu par le fils aîné du lord Grey et lord Howick, ancien sous-secrétaire au département des colonies. Et l'on ajoute que M. Maryatt devait sous-amender l'amendement de M. Buxton, de manière à accorder une compensation aux propriétaires d'esclaves.

L'affluence produite par la question des Indes occidentales a beaucoup diminué depuis hier, mande-t-on, de de la même date, et l'on commence à croire qu'il y aura quelque compromis entre les parties intéressées. On attend avec anxiété le résultat des débats de ce soir.

Le *Courier* dit que M. Fergusson sera probablement nommé à la place de secrétaire de l'Irlande.

Une terrible explosion a eu lieu dans une mine de charbon appartenant à lord Ravensworth, et située à environ cinq milles de New-Castle; quarante-sept personnes ont perdu la vie, et un grand nombre d'autres ont eu des membres brisés ou ont reçu de fortes contusions.

Londres a été le théâtre de troubles sérieux dans la journée du 14 mai, à la suite d'une réunion à Spafields, que la police a voulu disperser par la force des armes. Une rixe effroyable s'est engagée entre les agens de police et les membres de la réunion, et le sang a été répandu en abondance. Du reste nous ignorons à quel sujet avait lieu cette assemblée.

Les meurtres et les assassinats continuent en Irlande, et l'on en accuse toujours les *pieds-blancs* (white feet.) Quoiqu'il y ait à peine deux mois que les assises ont terminé leur session à Dublin, il n'y a pas moins de cent-quatre-vingt-huit prisonniers dans la prison du comté, qui attendent leur jugement.

Les journaux français disent qu'on vient de découvrir une conspiration dans la Savoie, nombre d'arrestation ont eu lieu à Gênes et à Turin; beaucoup de Français, ajoute-on, sont compromis dans ce complot; mais on ne donne aucun détail.

La grippe ou *influence* s'est beaucoup répandue à Paris. Les journaux du 12 avril disent que cette capitale jouit d'une grande tranquilité.

On verra sous le titre *France*, par une dépêche télégraphique, que madame la duchesse de Berry a fait en vingt minutes, une jolie petite princesse de Campo Franco, nommée mademoiselle Palli. De ces deux noms on lui préférera le dernier, car franchement, sa naissance a l'air plus *pâle* que *franche*.

La *Times* du 13, parle de l'arrivée du capitaine Boid, chef d'état-major de l'amiral Sartorius; cet officier est porteur de dépêches importantes de la part de l'amiral: il est parti de Porto le 1er., et comme la brise soufflait bon frais du sud-ouest, l'amiral allait se rendre dans la baie de Vigo avec une partie de ses navires. Le même jour, 27 hommes de cavalerie, avec leurs chevaux, avaient été amenés du côté sud de l'embouchure du Douro et débarqués sans accident. Le 30 du mois précédent, il est arrivé de Lisbonne une goëlette portant 27 hommes, pour la plupart soldats, et dont quelques uns ont fait partie de la police; le capitaine de cette goëlette rapporte qu'un plus grand nombre d'hommes encore étaient disposés à s'embarquer pour Porto. L'amiral Satorius dit dans ses dépêches que les nouvelles qu'il a de la terre sont des plus favorables: les désertions de l'armée de Miguel sont plus multipliées qu'elles ne l'ont été depuis plusieurs mois.

La grippe s'est déclarée aussi en Suède; un rapport officiel publié à Molmoé dit que plus de cent quatre vingts personnes en sont déjà atteintes dans cette ville.

Les nouvelles de Turquie sont contradictoires, le *Courier* de Londres prétend, d'après les journaux français, qu'Ibrahim a renoncé à ses prétentions sur Adana; tandis qu'une lettre particulière du 17 avril dit que la paix est signée, que le sultan a été obligé de céder à de dures conditions, mais que les circonstances lui ont fait un devoir d'abandonner à Méhémet-Ali, les pachalicks d'Acre, de Tripoli, de Damas et d'Alep, et les districts d'Adana et du Taurus, ajoutant que les troupes du pacha Ibrahim ont commencé leur marche rétrograde. Il est certain, quoiqu'il en soit, que le Sultan a dû faire de grandes difficultés pour consentir à la cession d'Adana, par les facilités qu'offrira ce district à l'accroissement de la marine du pacha rebelle. L'information la plus positive à cet égard paraît être contenue dans un article de Vienne du 29 avril, on il est dit qu'un courrier parti de Constantinople le 17, a apporté un *hatti-schérif* qui annonce que la légation française a reçu l'avis officiel de la conclusion de la paix entre la Porte et l'Egypte. Toutefois, ajoute-t-on, le gouvernement autrichien et les autres légations n'ont point reçu cette nouvelle.

Des lettres de la Grèce parvenues à Trieste, le 29 avril, confirment que la tranquillité règne dans ce pays. Petro Mavromichali est à Napoli, sous la surveillance de la police: c'est Zavello qui l'a fait prisonnier.

Nous empruntons au *Courrier des Etats-Unis* la suite des nouvelles apportées par le paquebot *York*, et dont les journaux précédents de New-York ne nous avaient donné que quelques extraits.

(Communiqué.)

On se plaint avec raison de la nonchalance coupable de la police, dans une époque aussi déplorable que celle où nous sommes; parmi les exemples nombreux que nous pourrions citer, nous parlerons seulement de deux abus criants auxquels on devrait promptement remédier: la halle des boucheries et le débit de la viande.

Autrefois, la halle était balayée et lavée tous les jours; cela était fait par les nègres de chaîne. Croira-t-on, d'après le rapport de personnes dignes de foi, que depuis la dernière adjudication, on n'en balaye qu'une faible partie, et qu'elle n'a jamais été lavée!!! ce qui rend l'air méphitique et dangereux aux passans. Voici la raison de cette négligence impardonnable. Antérieurement, la ville était chargée du nétoyement de cet édifice public; et la quantité de bras employés à cela suffisaient pour l'entretenir dans un état passable. Mais lors de la dernière enchère, on a exigé dernier qui n'est rendu adjudicataire, que cela fût à sa charge. Eh bien! qu'arrive-t-il, c'est qu'il destine deux esclaves pour faire un travail qui en requièrerait une douzaine; et qu'il n'ont jamais le temps d'y verser un seul seau d'eau. La faute est des deux côtés; car, s'il ne fait pas son devoir, pourquoi ne pas l'y contraindre? Et en attendant, pour que le public n'en souffre pas, la corporation doit faire faire cet ouvrage journellement, quitte, s'il est nécessaire, à en faire supporter la dépense par celui qui en perçoit les taxes.

Autre inconséquence: on défend de vendre de la viande sous la halle aussitôt qu'il est midi; et cependant on permet aux bouchers d'étaler leur marchandise et de la débiter publiquement sur la banquette de la rue, sous l'égide de quelques cabarets. Elle y reste jusqu'au soir, quelquefois on la remet le lendemain, et il arrive souvent qu'on la détaille encore quoiqu'elle soit en état de putréfaction; nos commissaires ne peuvent pas, pour ceci, prétendre cause d'ignorance, car cela se passe sous leurs yeux: en supposant qu'ils y voient clair.

EXTERIEUR.

FRANCE.

DEPECHE TELEGRAPHIQUE DE BLAYE, 10 MAI.

Le commandant de la citadelle à M. le président du conseil.

Madame la duchesse de Berry a été heureusement délivrée d'une fille, ce matin à trois heures et demie. Le travail a duré vingt minutes.

M. Dubois, aussi bien que moi, a été témoin de l'accouchement. Les autres témoins sont arrivés après. La vérification sera faite de la manière convenue entre la duchesse et moi. Elle présentera elle-même l'enfant et déclarera qu'il lui appartient.

La mère et l'enfant se portent bien; seulement la petite fille est un peu faible. La duchesse est pleine d'affection maternelle. Elle déclare qu'elle ne veut pas de nourrice.

Au moment de signer la déclaration, Deneux a ajouté: "J'ai délivré madame la duchesse de Berry, épouse légitime du comte *Hector-Lucheri* Palli, prince de Campo-Franco, gentilhomme de la chambre du roi des deux Siciles."

ESPAGNE.

MADRID, 3 mai.

La situation de ce pays est maintenant si critique que l'on craint, si le roi meurt, que nous n'ayons une autre journée de vêpres-siciliennes. Les membres de S. M. sont maintenant affectés de paralysie, et si elle est prise d'une autre paroxisme de goute, il n'est pas probable qu'elle y survive.

La maladie dangereuse du duc de San-Fernando, grand d'Espagne et ami confidentiel de la reine, occupe entièrement aujourd'hui la sympathie publique. Chacun impute sa maladie à M. Zea; car, sans aucun doute, sa maladie a eu pour cause la nouvelle de son bannissement.

On rapporte que le portefeuille des finances et celui de la justice, sont être offerts à MM. Burgos et Arjona. M. de Cordova, notre plénipotentiaire à Lisbonne, partira pour les bonnes grâces de M. Zea, qui lui a fait obtenir la croix d'Elisabeth, la catholique, le jour de St. Ferdinand.

Nos fonds s'élèvent toujours assez vite. On dit que M. Zea ne fait rien sans consulter M. Pozzo-di-Borgo à Paris, circonstance qui explique ces fréquents échanges de courriers entre les deux capitales.

—Un journal de Lerida, du 9 mai, dit:

"Les dernières nouvelles d'Espagne prouvent combien est grand l'enthousiasme qui règne parmi les troupes de sa division, et dès levées considérables ont été faites à Puebla; le territoire de Tlascala a armé spontanément ses milices; et le traître Duran, voyant ses espérances frustrées, et ayant été à même de la rapidité des mouvements du président, s'est empressé d'abandonner Cuernavaca. Il y a encore eu un mouvement le 3, au point du jour, mais pour s'enfuir aussitôt du côté du sud. Du reste, les états de Chiapas, de Chihuahua, de Durango, d'Oajaca, de Puebla, de Querétaro, de Sonora, de San-Luis, de Tobasco, de Zacatecas, et les territoires de Colima et de Tlascala jouissent de la plus parfaite tranquillité et prennent de prompts mesures pour empêcher que les mêmes hommes ne provoquent dans leur sein des désordres semblables à ceux de Morelia et de Tlalpam.

Là s'arrêtent les nouvelles fournies par le dernier numéro du *Mensagero Federal* de Vera-Cruz (du 11 juin), mais un supplément de ce journal de la même date, nous apprend que toute la division de Santa-Anna, séduite par le général Arista, s'était révoltée et s'est portée sur Puebla, mais qu'elle a été contenue par la bonne contenance de cette ville. Cette division s'est dirigée ensuite sur Juchi et y a arboré le drapeau de la révolte; le président, pris à Pinaproviste dans cette ville, a été fait prisonnier par Arista, conduit à Yautepec, et jeté dans une prison. Ces détails seraient désolants, si nous n'avions la satisfaction d'apprendre, par l'extrait suivant d'une lettre de l'authenticité de laquelle nous nous portons garants, que dans cette circonstance encore l'étoile heureuse du fils de Hidrénique, Vera-Cruz ne l'a point abandonné, et qu'il a réussi à s'évader des mains du traître Arista. Voici ce qu'on écrit de Vera-Cruz à la date du 14 juin :

"Les affaires sont fort paralysées, par suite des mouvements révolutionnaires qui ont eu lieu dernièrement à Valladolid (Michoacan) et aux environs de Mexico, dans le prétendu but de faire respecter le clergé et les statuts. Le président, que les rebelles avaient fait prisonnier, leur a échappé et est parvenu à Puebla. Nous espérons que la paix ne tardera pas à être rétablie, car toutes les hostilités étant restreintes à bien peu, les pronunciados sont fort isolés, et il est plus que probable que leur chef suprême sera obligé de se rendre à discrétion."

Ainsi, nous espérons pouvoir annoncer que les pronunciados ont été complètement battus, et que l'ordre va être rétabli dans toute l'étendue de la république.

conciliation et une disposition à se soumettre. Voici la copie que nous a envoyée notre correspondant et qu'il garantit authentique.

Protestation autographe adressée par l'Infant don Carlos au Président du conseil de Castille.

Haut et puissant Seigneur, placé dans le cruel dilemme où il ne me reste d'autre alternative que d'obéir, d'un côté, aux impulsions de mon cœur en montrant envers mon auguste frère le dévouement le plus respectueux à ses décrets et à ses désirs, ou à remplir consciencieusement, de l'autre, les devoirs sacrés d'un père, je ne puis hésiter, quoique ce soit contre mon inclination, à me décider en faveur de l'obligation que m'a imposée la Providence Divine. C'est pourquoi je déclare, de la manière la plus solennelle, que je proteste contre tout acte qui aurait pour effet de me déposséder, ainsi que mes descendans, du droit de succession à la couronne; conformément aux lois fondamentales légitimement sanctionnées par les procureurs des cités, après les guerres désastreuses de la succession et acceptées en quelque sorte par l'Europe pour conserver à jamais le trône d'Espagne à la dynastie des Bourbons.

Il vous plaira enrégistrer ce document dans la chancellerie de la chambre, afin qu'il puisse servir en cas de nécessité devant une assemblée nationale, pourvue d'un mandat légitime.

Au président du conseil de Castille.

TURQUIE.

On écrit de Francfort, le 28 avril :

On n'est plus maintenant le moment de discuter si les Russes entreront à Constantinople; ils y sont entrés, et leur occupation constitue ce que l'on appelle, dans le langage de la diplomatie, un fait accompli. Les personnes qui aiment à faire des rapprochemens prétendent que dans l'état actuel de la politique européenne il est bien que les scènes qui ont eu lieu dans l'Ouest soient répétées dans l'Est. L'occupation de Constantinople par les Russes, disent-ils, ne troublera pas plus la paix de l'Europe que l'occupation d'Anvers et de Bruxelles par les Français. Mahmoud est l'allié de Nicolas comme Léopold est celui de Louis-Philippe.

—Les journaux de Paris, du 4 mai, disent :

Le gouvernement a reçu des nouvelles de Constantinople jusqu'au 16 avril.

Le 30 mars, M. de Varennes, premier secrétaire de l'ambassade française dans cette capitale, partit pour le camp d'Ibrahim, accompagné par l'Amedji-Effendi de la Porte. Il était porteur d'un hatti-scheriff par lequel le sultan accédait au pacha d'Egypte l'investiture des quatre pachaliks de Syrie, savoir: St.-Jean d'Acre, Damas, Alep et Tripoli, avec leurs dépendances. M. de Varennes avait reçu pour instructions d'obtenir d'Ibrahim sa renonciation à ses autres prétentions.

Les négociations durèrent quatre jours.

Ibrahim a fait l'abandon de ses droits sur Diarbekir et les districts d'Alaya et de Lesfikeli, mais il a fait une réserve sur la question relative au district d'Adana et d'Osfar. Ce point sera discuté à Alexandrie.

Cependant il a consenti à la demande que lui a faite M. de Varennes d'évacuer l'Asie-Mineure et il devait commencer le 10 avril son mouvement rétrograde.

L'acte de la Porte confère à Méhémet-Alilla totalité de la Syrie, indépendamment des pachalicks qu'il a toujours possédés. Le seul district d'Adana est sujet à une réserve.

La seconde division de l'escadre russe, avec 5,000 hommes de troupes à bord, était arrivée le 5 avril à l'entrée du Bosphore; mais il paraît certain que la Porte avait insisté pour que la marche du corps qui venait par la Moldavie fut suspendue.

Les nouvelles de Bucharest portent que seulement une division et demie de ce corps, estimé à 24,000 hommes, étaient entrée dans les principautés.

Les bâtimens français qui avaient quitté Brest, Toulon et les eaux du Tage, devaient se rassembler entre le 29 et le 30 avril à la station navale sous les ordres de l'amiral Hugon, dans la rade de Smyrne.

HOLLANDE.

On lit dans une lettre de La Haye, datée du 4 mai :

Il est définitivement arrangé que les Etats-généraux se rassembleront vers le commencement de la semaine prochaine. La session sera ouverte par un discours du Roi, et le premier projet de loi présenté sera celui d'un crédit extraordinaire pour mettre le gouvernement à même de maintenir l'armée sur le pied de guerre. Le roi parlera de l'harmonie qui subsiste entre lui et les puissances du Nord et appuiera beaucoup sur les relations très-amicales de la Russie. Ce discours sera une espèce de manifeste de la marche que notre gouvernement est fermement décidé à poursuivre dans les négociations entamées pour l'ajustement de nos différends avec la Belgique. La plus grande activité se fait toujours remarquer au ministère de la guerre; on va bientôt former à Ryen un nouveau camp de 35,000 hommes.

[Galligani's Messenger.]

PORTUGAL.

Insurrection à Figueira en faveur de don Pedro.

On lit dans une lettre de Lisbonne, datée du 1er. avril. On annonce qu'une insurrection vient d'éclater à Figueira. La petite armée des insurgés se compose, dit-on, de trois régimens de milices de Figueira, Villa de Freira et Coimbre, et d'un bataillon de volontaires royalistes, auxquels se sont joints un grand nombre des habitans de ces villes. On estime leurs forces à environ à 1,000 hommes.

Les insurgés se sont emparés de Figueira et des bâtimens qui étaient dans le port, de manière qu'ils peuvent faire leur retraite sur Oporto, dans le cas où ils seraient vaincus. Cet événement est donc de la plus haute importance. Le gouvernement a donné ordre pour que l'escadre se préparât à mettre immédiatement à la voile et à cet effet 50 contos de reis, ou environ 12,000 livres sterling ont été placées à la disposition du ministre de la marine. Le transport *Mala Cordeza* a été armé en flûte.

—Les nouvelles d'Oporto vont jusqu'aux derniers jours d'avril; elles ont été apportées par le brick *Royalist*, qui a quitté le Douro le 1er. de ce mois. Depuis l'attaque qui avait été faite sur Monte de Covello, le 9 avril, les deux armées ne sont pas venues aux mains et même le feu des batteries du don Miguel sur la ville avait en grande partie cessé.

Quoiqu'il n'y ait pas encore eu d'action décisive, des nouvelles n'en sont pas moins très favorables à la cause constitutionnelle. Le nombre des déserteurs de l'armée de don Miguel augmente tous les jours et des renforts considérables ont été reçus. Le découragement qui règne parmi les Miguélistes est si grand que les ministres eurent à propos que don Miguel se montrât de nouveau dans son camp. D'après cet avis, il passa son armée en revue le 20 avril et les deux frère furent en présence pendant toute cette journée. Des provisions considérables ont été débarquées par les bâtiment qui attendaient l'occasion d'entrer dans le Douro et le général Saligna à l'intention de prendre bientôt l'offensive.

Il s'en faut de beaucoup que les affaires de la jeune Reine aient le même aspect sur mer que sur terre. Les équipages de son escadre se sont montrés très mécontents des délais qui ont eu lieu avant que l'on ne satisfit à leurs demandes et ils exigent maintenant que l'on solde l'arriéré de leur paie, formant une somme d'environ 16,000 livres sterling. Ils ont même été jusqu'à menacer de faire voile pour s'en retourner en Angleterre, si l'on ne satisfaisait pas à leurs demandes et le matin du jour où le Royalist s'est éloigné d'Oporto, l'escadre de l'amiral Sartorius avait appareillé pour Vigo.

BELGIQUE.

ANVERS, 7 mai.—Les lettres de La Haye nous annoncent qu'une correspondance très-active est maintenue entre le cabinet hollandais et celui de St.-Pétersbourg; il paraît même que c'est le prince Albert de Prusse qui sert de couvert à cet échange de dépêches. Malgré toutes les pertes qu'il a essuyées dans les deux dernières années, le roi Guillaume n'en dépense pas moins de fortes sommes pour augmenter son armée et sa marine, ce qui fait croire à la supposition qu'il reçoit des subsides de la Russie.

On assure que cette dernière puissance a envoyé des troupes sur Riga, et qu'elle va rassembler sur ce point 25,000 hommes pour pouvoir les transporter à l'embouchure du Texel, si la France et l'Angleterre voulaient recommencer la guerre contre la Hollande.

[Journal d'Anvers, 8 mai.]

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

PRESIDENCE DE M. GRANDET.—(Audience du 15 avril.)

Affaire de M. Cabet.

(Suite et fin.)

Aujourd'hui, M. Cabet comparaissait devant la cour d'assises; une foule nombreuse se pressait de bonne heure dans toutes les avenues qui conduisent à la cour d'assises. On remarque, sur des siéges placés devant la cour, MM. Corcelles, Laboissière, Durie-Dufresne, Garnier-Pagès, d'Argenson, de Ludre, Le Prévost, Tissier-Lachassagne, Roger, Muntz, Thiard, Larabit, Mauguin, Dupont (de l'Eure), général Lafayette, Bachelu, Clausel, Cormenin, Subervic, Joly, Dulong, Anglade, Glaize-Bizoin, Lacaze, Rihouet, Aroux, Salvage, etc.

Le ministère public a exercé neuf récusations.

M. Cabet vient se placer au barreau, près de Me. Marie, son défenseur.

M. le président : Vos noms ?—R. Etienne Cabet.

D. Votre âge ?—R. Quarante-quatre ans.

D. Votre état ?—R. Ancien procureur-général et député.

Le greffier donne lecture de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation.

La parole est à M. Boucly, ancien avocat-général à Rouen, substitut à la cour royale de Paris depuis peu de temps, qui porte la parole pour la première fois dans une affaire politique.

M. Boucly lit un fort long réquisitoire dans lequel il soutient la prévention dans toutes ses parties. Pendant la lecture de son réquisitoire, MM. Lafayette et Dupont (de l'Eure) entrent dans l'audience.

Après la réquisitoire; on suspend l'audience pendant quelques instans; MM. Mauguin, Subervic, Dulong, Joly viennent se placer auprès de leur collègues.

La parole est à Me. Marie, avocat de M. Cabet.

Messieurs, dit l'orateur, M. Cabet n'est pas entré dans la lice pour reculer; on lui offre le combat, il l'accepte; mais il le veut loyal, il a jeté quelques pensées consciencieuses à ses concitoyens, et il a le droit d'être compris. Pour cela, il faut accepter son point de vue, le suivre dans ses développemens, reconnaître son but.

Or voyons :

C'est une grande idée de notre époque d'avoir personnifié l'humanité, posée comme personne morte au berceau du monde. L'histoire la suivit à cette haute origine, et elle nous la montrerait sans cesse grandissant, marchant sans cesse à travers les révolutions et les ruines, dans des voies d'amélioration et progrès.

Dans cette histoire générale du monde, chaque peuple vient prendre sa place, et payer le tribut de son intelligence, de son activité, de ses souffrances. Partie d'un grand tout, il a pourtant sa personnalité, pour ainsi dire sa vie qui lui est propre, vie de mouvement qui, à des intervalles donnés, se manifeste par des révolutions.

Qu'est-ce donc que la révolution ? C'est le dernier mot d'un peuple contre une organisation avec laquelle il ne sympathise plus; c'est la réalisation d'un progrès mort ou point d'arrêt d'où la civilisation s'élancera vers un nouveau progrès; c'est enfin une loi de providence immuable comme la vérité, indomptable comme la fatalité, et contre laquelle l'homme ne vout rien, soit qu'il veuille empêcher, soit qu'il veuille détruire. Ainsi l'histoire des révolutions contient les plus hautes leçons pour l'avenir.

Un empire ne tombe pas sans lutter long-temps; une organisation vieille ne disparaît pas sans laisser long-temps après elle de vives résistances. Quel est l'effet de ces résistances pour les sociétés ? Il est utile de le rechercher.

Tel est le point de vue historique, philosophique, adopté par M. Cabet.

Me. Marie esquisse ici le plan de l'ouvrage incriminé. Son but, dit-il, se trouve écrit dans les dernières pages. "Point démeutes, point de conspirations, s'écrie-t-il; faisons sentinelle; c'est l'étranger qui le ou ne a le signal. Nos maux sont dus à un od eux système.

Me. Marie raconte aussi la vie de M. Cabet; il fait connaître la conduite honorable de ce citoyen, soit comme avocat, soit comme magistrat, soit comme député; puis il reprend l'analyse de l'ouvrage et la discussion des différens délits reprochés par l'accusation. Après ces développemens et cette discussion constamment écoutés avec intérêt, Me. Marie termine en ces termes :

Ainsi, dit l'orateur, ne l'oubliez pas : le livre de M. Cabet ne pousse point à l'insurrection; c'est un long cri d'alarme. Des résistances aux révolutions passées ont produit l'anarchie; la résistance à la révolution de juillet produirait les mêmes résultats.

On veut l'ordre : s'avez-vous ce que c'est que l'ordre ? c'est un fait qui vient d'autres faits. Vainement un gouvernement proclame qu'il veut l'ordre s'il méprise les intérêts intellectuels, industriels et moraux; s'il méconnait l'esprit public, sa volonté est impuissante : c'est au désordre qu'il marche.

On se trompe sur l'état des partis en France. Sans doute il y a des carlistes, des républicains; mais à côté de ces partis il est des hommes monarchiques et inconstans. Pourtant ils se taisent aujourd'hui, parce qu'à leurs yeux le pouvoir est faible, et qu'à tout prix il faut le soutenir. Mauvais calcul : sous la restauration, des hommes dévoués à la dynastie, mais qui comprenaient que sont salut était dans la charte, crièrent : Vive le roi *quand même !* Ils voulaient aussi soutenir à tout prix le pouvoir, parce, disaient-ils, il était faible. qu'arriva-t-il ? Le pouvoir devint fort, on se crut fort; alors des conseils furent donnés, mais il les méprisa. Mauvaise politique, je le répète : c'est quand le pouvoir est jeune encore qu'il faut être sévère sur ses fautes; car la pente est facile. Les fautes pardonnées, le crime arrive, et alors il n'est plus temps d'arrêter les désastres dont involontairement on se trouve les complices.

Rentrons donc largement dans les voies que la révolution de juillet a ouvertes. Et à quelle époque les abandonnerait-on ? quand l'Europe entière les accepte! Voyez l'Allemagne : long-temps immobile et en complation devant les théories hardies, elle ouvre le livre de ses mystères, et elle s'ébranle enfin; voyez l'Angleterre : elle secoue les chaines long-temps portées de sa puissante aristocratie. Reste donc la Russie dont on nous effraie tant. Eh bien, qu'elle vienne! le soleil civilisateur de la France est assez puissant encore pour dissiper quelques-uns de ses rayons sur ce sol glacé. Qu'elle vienne! En échange de la mort, qu'elle voudrait lui donner, la France lui donnera la vie! (Marques nombreuses d'approbation.)

MM. Mauguin, Lafayette, Dupont (de l'Eure), félicitent Me. Marie.

M. Cabet : Je prie la cour de suspendre l'audience pendant une demi-heure.

M. le président : Un quart d'heure.

M. Cabet : Je suis extrêmement fatigué, et j'ai besoin de quelques instans de repos.

La cour suspend l'audience pendant une demi-heure.

L'audience est reprise, et M. Cabet s'exprime en ces termes :

Messieurs, comme citoyen et surtout comme député, je désirais vous présenter quelques observations en réponse aux attaques dont j'ai été l'objet; je désirais avoir à me défendre entièrement devant les juges de mon pays; mais le talent de mon défenseur; auquel je me plais à rendre un éclatant hommage, a du singulièrement abréger ma tâche, et je n'ai plus qu'un mot à dire pour compléter tout ce qu'il vous importe de savoir dans l'intérêt de sa défense.

On m'a rendu une justice, et cette justice me suffit : mon livre n'a été inspiré par aucune idée que je ne puisse avouer tout haut : ce n'est ni l'amour du bruit et du scandale, ni surtout aucune spéculation qui m'ont dicté cet ouvrage, qui a provoqué les sévères réquisitions du ministère public.

J'ai cru exercer un droit, et même, dans la ligne de mes opinions, j'ai cru remplir un devoir. Permettez-moi de vous parler de moi; je ne veux pas être long. J'aime la liberté avec passion; j'aime ma patrie; et j'ai le bonheur de ne haïr personne.

A la tribune je pouvais émettre, dans toute l'indépendance de mes fonctions, des opinions qui auraient été protégées par l'inviolabilité de mon caractère; en écrivant mon livre, j'ai cru ne continuer que mon mandat. Voilà la pensée qui m'a déterminé; pensée qui n'était pas indigne d'un législateur patriote. Aujourd'hui j'attends avec une confiance cet être la solution d'une question que je remets à votre loyauté, à votre patriotisme et à votre sagesse. (Approbation.)

M. Boucly, dans sa réplique, insiste particulièrement sur l'inviolabilité royale, principe fondamental de toute monarchie, et dont le ministère public ne peut pas accepter la discussion.

Me. Marie : Depuis le commencement de la discussion, nous avons fait de grands progrès. Il est constant que M. Cabet a fait un appel à la raison, et non